

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
EFFETS DE L'ÉMIGRATION

SUR

LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CREUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 1^{er} mai 1900, à 2 heures 1/2

PAR

G. DEFOURNOUX LA CHAZE

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } professeurs.
 CHÉNON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
EFFETS DE L'ÉMIGRATION

SUR

LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CREUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 1^{er} mai 1900, à 2 heures 1/2

PAR

G. DEFOURNOUX LA CHAZE

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } professeurs.
 CHÉNON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES EFFETS DE L'ÉMIGRATION

SUR

LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CREUSE

CHAPITRE PREMIER

DE L'ÉMIGRATION DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CREUSE

(APERÇU GÉNÉRAL).

L'émigration vers les villes n'est pas un phénomène des temps modernes. Virgile, célébrant sur des accents émus les charmes de la vie champêtre, s'efforce de ramener ses concitoyens au goût de l'agriculture ; le spectacle navrant des campagnes qui se vident et de la vieille Italie qui agonise, lui arrache ce cri où perce l'amertume : *O fortunatos nimium* ! Columelle, avec la précision et l'autorité de l'agronome, reprend le même sujet et Justinien lui consacre tout un titre de son Code : *De omni agro deserto*.

Le mouvement migratoire a existé de tout temps ;

mais il semble s'accroître en raison de la civilisation et à certaines époques devenir un véritable fléau. La seconde moitié de notre siècle l'a vu suivre une marche toujours ascendante. La population urbaine qui, en 1846, comparée à la population totale de la France, n'en formait pas le quart (24 0/0 contre 75 0/0), atteint en 1891 la proportion de 37 0/0. — M. Levasseur établit que de 1876 à 1886 les populations rurales ont perdu 1.276.000 habitants, tandis que la population urbaine a gagné 1.707.000 habitants. Le dernier recensement de 1896 a marqué une étape de plus dans cette voie. L'excédent de la population par rapport à 1891 est fourni « presque exclusivement » par les villes, disait la note officielle. Il y a là une progression constante qui a permis de calculer de manière approximative que vers 1925 la population urbaine égalerait la population rurale.

Parmi les départements qui participent le plus largement à ce courant, la Creuse vient en première ligne. L'émigration s'y affirme avec intensité et persistance et lui enlève chaque année, surtout dans les arrondissements d'Aubusson et de Bourgueuf, qui constituent ce qu'on appelle *la montagne*, la presque totalité de la population valide.

Nous nous trouvons ici en face d'émigrants « à stations périodiques », suivant la distinction établie par Le Play. « Ils partent chaque année dans le courant du mois de

mars, passent la belle saison à travailler, et au mois de décembre reviennent dans leurs familles. Dès que les enfants ont atteint quinze ou seize ans, ils accompagnent leur père et apprennent son métier. Les enfants plus jeunes, les femmes et les vieillards doivent pendant ce temps s'occuper des travaux de la propriété qui souffre évidemment de ce manque de bras plus valides (1). »

M. Henry Clément, dont la *Réforme Sociale* a publié en 1886 des études remarquables sur la matière, évaluait le nombre des émigrants de 40 à 45.000 pour le département tout entier, et dans ce nombre rentraient environ 5.000 femmes, domestiques, cuisinières, lingères, modistes ou épouses ayant accompagné leur mari. Il est difficile de donner un chiffre officiel ; car depuis la suppression des livrets d'ouvriers, l'administration ne recueille plus de renseignements sur le nombre des émigrants. Mais d'après les données les plus sérieuses, le nombre est aujourd'hui bien nettement de 45.000, avec tendance à s'élever, surtout en ce qui concerne l'élément féminin.

Ces 45.000 émigrants (chiffre considérable pour une population qui n'atteint pas 280.000 habitants) se décomposent en deux groupes très inégaux, il est vrai, mais parfaitement distincts. Les uns se répandent dans différents départements, où ils occupent dans les campagnes les professions de tuiliers surtout, scieurs de

(1) *Ouvriers des Deux-Mondes*, 1888 ; *Monographie d'un paysan et maçon émigrant de la Marche*, par M. l'abbé Em. Parinet.

long, peigneurs de chanvre, et très rarement, domestiques ou ouvriers agricoles. Ce premier groupe, autrefois important, n'a cessé de s'émietter, de fondre. M. Clément, en 1886, l'estimait à 5 ou 6.000. Ce chiffre serait aujourd'hui exagéré ; les scieurs de long et les peigneurs de chanvre reculent devant les progrès de la grande industrie et leurs métiers n'existeront bientôt plus que pour mémoire dans les récits des vieillards que l'âge aura définitivement fixés au pays. L'émigration change maintenant de face et le second groupe tend à absorber tous les bras.

Celui-ci, de beaucoup le plus considérable, se porte sur les grands centres, Paris, Lyon et Saint-Etienne sont les trois villes préférées de nos Marchois. D'aucuns, très aventureux, n'hésitent pas à partir pour l'étranger ; nous avons connu des terrassiers qui se rendaient en Bulgarie pour travailler à la construction des voies ferrées. Paris surtout les reçoit en grand nombre, et l'esprit de métier autant que la fidélité au pays, les y réunit en fréquentes associations. Outre les cochers, les chamoisiers et quelques domestiques, ce groupe comprend surtout ceux qui se livrent à l'industrie du bâtiment, tailleurs de pierre, couvreurs, charpentiers, terrassiers, peintres, plâtriers, cimentiers, maçons. Maçons surtout, et de cette prédominance, la sociologie nous donne aussitôt l'explication. M. Demolins, dans son livre *Les Français d'aujourd'hui*, après avoir cité un passage de la *Monographie du paysan émigrant de la Marche*, où

l'auteur décrit la nature du sol du département, conclut en ces termes : « Ainsi ce milieu fournit le mortier, la pierre de taille et développe l'habitude de s'en servir pour la construction. Voilà un métier tout trouvé au bout des doigts. Et, de plus, ce métier a, pour le Marchois, l'avantage d'être périodique, puisqu'on ne peut l'exercer que pendant la belle saison ; il pourra donc revenir chaque année au pays. En outre le métier est facile et subordonné, par conséquent à la portée de petites gens aussi dépourvus de capitaux que d'initiative. »

Quelle origine faut-il assigner à cette direction particulière des Marchois ? M. de Nalèche, dans son ouvrage *Les Maçons de la Creuse*, la fait remonter à 1628, à la fameuse digue de la Rochelle. Richelieu aurait fait appel à tous les travailleurs catholiques pour l'accomplissement de sa vaste entreprise, et les Marchois seraient accourus en nombre. Ils seraient rentrés chez eux avec des économies, et le résultat de cette première campagne les aurait encouragés à en tenter de nouvelles. De là le départ périodique. M. Henry Clément dans la *Réforme Sociale* partagea cette opinion. Mais dans un volume intéressant, *Enquête sur l'état des familles et l'application des lois de succession*, publié en 1892 par la Société d'Économie Sociale, il revient sur ces dernières données et place plus haut les débuts de l'émigration. La découverte récente d'un document important a, en effet, modifié les vues historiques sur ce point. On a

trouvé un certificat de 1287 délivré par la prévôté de Paris à un tailleur de pierre, Etienne de Bonnueil, probablement de La Souterraine. Dans ce certificat il est mentionné que l'intéressé part, avec ses compagnons, pour travailler à la construction de l'église d'Upsal en Suède. Cette opinion tire une force singulière du texte même des anciens terriers de notre province qui parlent souvent de maçons. Et enfin, comme preuve encore de l'antiquité de l'émigration creusoise, il faut citer les différentes découvertes de monnaies faites dans le département. Beaucoup proviennent de provinces étrangères et portent la date du XIII^e siècle, c'est-à-dire, d'une époque où chaque province avait sa monnaie particulière. En 1871, notamment, on a trouvé près de la petite ville de La Souterraine un trésor dont les pièces dataient de cette époque et avaient été frappées dans le Bourbonnais, le Berry et la Touraine. Étant donnés les moyens de communication d'alors, comment expliquer sur notre territoire, la présence de ces diverses monnaies sinon par l'émigration qui les y apportait à chacun de ses retours ? — Si Richelieu fit appel aux Marchois, c'est donc parce qu'ils étaient déjà maçons.

L'émigration marchoise a ainsi un passé assez lointain. Elle a subi naturellement des phases diverses et nous pouvons suivre quelques grandes étapes de sa marche. D'une façon générale, le mouvement a continuellement progressé. Comprenant seulement 6.000 personnes en 1789, il s'élève de 25 à 30.000 au milieu de

ce siècle. Le flot grossit toujours sous le Second Empire; Paris s'embellit, ses boulevards se percent avec l'aide des Marchois. Les événements de 1870 ralentissent un peu le mouvement qui reprend bientôt et n'a cessé de s'accroître depuis, jusqu'au chiffre de 45.000 qu'il atteint aujourd'hui.

Les causes de ce phénomène et de ses constants progrès ? Elles sont multiples. Il y a d'abord de grandes causes, génératrices de toute émigration, les causes purement psychologiques, pourrions-nous dire. Il semble que cette fièvre des villes naisse d'une préoccupation bien humaine, le désir d'accroître son bien-être, d'arriver à une situation meilleure. Eux aussi, les paysans s'efforcent d'augmenter leur *standard of life* ! Voici un exemple que nous prenons au hasard entre mille et qui confirme bien dans cette opinion.

J. P..., âgé de 26 ans, habite une commune du canton de Crocq. Il est fils unique. Sa famille, réduite au père et à la mère, possède un bien d'une assez belle étendue susceptible de nourrir environ quinze bêtes à cornes. Il y a de l'aisance dans la maison ; ce sont de *bons paysans*, pour parler le langage rustique du pays. Malgré cette aisance, J. P... émigre régulièrement depuis l'âge de quatorze ans, et il part chaque printemps pour Lyon ou St-Etienne où il travaille comme cimentier. « Il faut prospérer ! » nous a-t-il répondu quand nous lui objections que sa situation de fortune devrait le soustraire

aux dures nécessités de l'émigration, et que sa présence au foyer paternel augmenterait certainement le rendement de sa propriété.

Ce n'est pas ici le besoin qui détache l'homme de la terre qui l'a vu naître ; c'est plutôt un grain d'ambition personnelle très légitime, si vous voulez, mais aussi très réelle. Et cette ambition s'aiguise devant le taux élevé des salaires ouvriers dans les villes, en même temps que parlent bien haut d'autres considérations moins matérielles, moins intéressées, mais non moins humaines. Il faut toujours compter avec le penchant de l'homme au plaisir et avec cette loi du moindre effort, que peut revendiquer la psychologie autant que l'économie politique. — Les villes n'offrent-elles pas, — en apparence au moins — cette vie facile et ces multiples attractions que grossit encore le tableau outrancier tracé par les camarades à leur retour ? Et eux, sans parler de leurs économies, n'en ont-ils pas rapporté cette désinvolture, ce bagoût, cet extérieur qu'on résume dans le mot *dégourdi*, et qui leur donne du relief aux yeux de leurs naïfs compatriotes ? Et puis pour des jeunes gens, que n'effraie point le nouveau, quelle occasion de s'évader de la surveillance paternelle, d'acquérir un peu de liberté ! Si le labeur de l'ouvrier paraît rude quelquefois, on s'aperçoit bien vite aussi que ses soirées sont libres, qu'il y a un jour de repos la semaine et que mille distractions se disputent ces moments de loisir.

Indépendamment du côté séduisant il y a encore le

souci de l'avenir : les institutions d'assistance et de prévoyance, qui manquent dans les campagnes, se multiplient dans les villes et les sociétés de secours mutuels qui assurent des ressources à l'ouvrier en cas de maladie, gagnent facilement son adhésion. — Enfin l'amour-propre a ici sa part. L'émigration, de façon générale, se recrute dans la classe des non-propriétaires, la statistique en fait foi. Ceux-ci, moins que les autres, ne se sentent d'attaches sérieuses ; pour eux peu d'espoir d'être un jour à la tête d'une exploitation, de commander en maître. Alors mieux vaut la vie d'ouvrier à la ville qu'une occupation servile à la campagne, qu'un emploi humiliant de simple journalier ! M. René Bazin, dans un de ses derniers romans *la Terre qui meurt*, a mis en lumière sous des couleurs saisissantes, ces états d'âme de paysans que travaillent — mobiles puissants — l'intérêt, l'ambition, la vanité, le dégoût de la terre et l'attrait du plaisir.

Le milieu social et économique se trouve-t-il alors propice à ces tendances, comment voulez-vous que le cultivateur seul y résiste ? C'est bien notre cas en France. Regardez nos voisins, les Anglais par exemple. Chez eux, les professions agricoles sont honorées, et le titre de *gentleman farmer* est prisé à l'égal des plus hautes situations sociales. N'est-ce pas là peut-être une des causes de la supériorité anglo-saxonne qui a trouvé de si fervents admirateurs parmi nous et dont on a peut-être un peu abusé ces dernières années ? En France, la terre

est accablée de charges. Faut-il rappeler l'impôt foncier augmenté des centimes communaux et départementaux; les droits de transmission par vente, échange ou succession; les frais de partage et de liquidation; les prestations, les taxes d'octroi et de consommation, l'impôt de la propriété bâtie? Les charges augmentent toujours et la terre ne peut pas se dissimuler comme les valeurs mobilières; le fisc l'atteint toujours et ne la ménage point. L'ensemble de toutes ces charges absorbe plus de 25 0/0 du revenu réel. Dans ces conditions, le placement en biens fonciers ne se présente pas comme bien rémunérateur et on le délaisse. Il y a presque là, pour le capitaliste, une question d'ordre et d'économie. Les classes éclairées, que ronge la plaie du fonctionnarisme, sont les premières à donner l'exemple du mépris de la terre. L'idéal, pour elles, consiste à émarger au budget. Les grands propriétaires terriens croiraient descendre en destinant leurs fils à d'autres carrières qu'aux carrières dites libérales qui, le plus souvent, compriment l'individu et anéantissent en lui tout esprit d'initiative. Eux aussi entendent le mot *prosperer* par l'abandon du sol. L'agriculture alors ne reçoit plus que les ratés, ceux qu'ont rejetés le barreau, la magistrature, l'administration ou l'armée. Il est aisé de comprendre combien ceux là l'aiment la terre, combien par leurs études antérieures, ils sont préparés à l'aimer et à la faire aimer de leur entourage. On ne peut s'empêcher de songer à notre époque en lisant ces reproches que Columelle adres-

sait aux patriciens de Rome (1) : « Nous avons abandonné à des fermiers le soin de nos terres, comme si elles étaient à notre égard coupables de quelque grand crime. On a des salariés, tandis que nos ancêtres se glorifiaient de les faire valoir eux-mêmes.

« J'ai souvent entendu se plaindre les principaux de nos villes de la stérilité de leurs terres. Et personne ne se met à étudier l'agriculture ! »

Cet exemple funeste, venu d'en haut, devient plus dangereux encore avec nos institutions actuelles. L'instruction primaire, qui pourrait avoir une si puissante direction sur les masses, appelle au bureau et non à la campagne. Un peu moins de littérature, un peu plus de notions agricoles serviraient utilement les intérêts du pays. Et quand l'adolescent, déjà ébranlé par l'école, est arrivé à un âge où les goûts se précisent, où les vocations s'arrêtent, la caserne le saisit et achève sa transformation.

Les progrès économiques ont aussi leur rôle dans ce développement du mouvement migratoire. La diffusion des machines agricoles, considérable depuis 1862, a obligé le cultivateur à frapper à la porte d'industries nouvelles. Les chemins de fer ont sillonné la France et sont venus chercher le paysan jusque chez lui. Autrefois les émigrants partaient à pied et en troupes, et gagnaient les villes en longues étapes. Les mémoires du

(1) Columelle, *De re rustica*, Livre 1^{er}.

député-maçon Martin Nadaud, nous ont laissé le récit pittoresque et mouvementé de ces laborieux voyages. Aujourd'hui les progrès des communications ont supprimé les distances et rendu plus faciles les départs d'émigrants.

Voilà les causes générales qu'on retrouve dans toute émigration. Dans le département de la Creuse, elles se renforcent de causes spéciales tenant au lieu et aux usages. La pauvreté du sol constituerait à elle seule une excuse presque suffisante. L'état de la propriété vient encore aggraver cet état du sol. « La petite propriété n'est productive que dans les sols fertiles, qui ne demandent que du travail ; elle réussit moins dans les sols pauvres, qui exigent beaucoup d'engrais. Et c'est bien là l'infériorité de la Marche, vouée à la petite culture en sol pauvre. Aussi les Marchois sont-ils obligés de recourir en grand nombre à l'émigration, d'autant plus que la pauvreté du sol, excluant les grands propriétaires, le paysan trouve difficilement à louer ses bras dans le voisinage (1). »

Ajoutez qu'un morcellement extrême, bérisset la culture de mille difficultés et dégoûte le paysan d'un bien qu'il finit souvent par consommer en procès. Et puis, autres fauteurs d'émigration, viennent les arrangements de famille en usage dans le pays. L'aîné avantagé de la quotité disponible garde la propriété, à charge pour lui

(1) Demolins, *Les Français d'aujourd'hui*.

de payer des soultes en argent à ses cadets. Et comme il faut âprement disputer à la terre ses produits, il préfère demander à d'autres travaux plus rémunérateurs les moyens de satisfaire à ses engagements. Et alors il se dirige vers la ville, laissant déchoir sa propriété entre les mains débiles d'une femme ou d'un aïeul, courbé par l'âge.

Cette coutume est parfaitement admise dans le pays où elle s'harmonise avec les idées de la population. Les professions agricoles y sont discréditées. Que de fois n'avons-nous pas entendu jeter cette exclamation méprisante : « Ce n'est pas un métier qu'on fait ici ! » Toute la sympathie et toute l'estime vont aux ouvriers. Du reste, le pli est pris depuis trop longtemps pour qu'on songe à réagir. Ce que les ancêtres ont fait, les descendants l'accomplissent moutonnièrement, sans réplique et c'est ainsi que la vie de tout Marchois comporte son chapitre d'aventures.

Qu'à travers toutes ces allées et venues la santé publique soit atteinte et l'esprit de famille entamé, ce sont là considérations qui n'étonneront personne. L'émigration n'en reste pas moins solidement assise dans le département de la Creuse. Elle est entrée dans les mœurs de ces populations rurales et constitue un fait normal, une phase inévitable de leur existence.

CHAPITRE II

L'ÉMIGRATION ET LA VALEUR VÉNALE DE LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE.

La propriété foncière perd tous les jours, dans notre organisation moderne, la prépondérance que lui avaient si libéralement accordée la féodalité ou l'ancien régime. — Le développement du commerce et de l'industrie et l'expansion extérieure deviennent le principal objectif de tous les peuples ; les grandes entreprises financières attirent à elles les capitaux et les demandes se font de plus en plus rares sur le marché de la propriété.

Ce n'est plus de nos jours que se vérifie le vieil adage de nos pères, *res mobilis, res vilis*, encore si puissant au commencement de ce siècle et qui a inspiré au législateur du Code civil tant de dispositions maintenant surannées. — Déjà en 1879, M. Leroy-Beaulieu dans la *Revue des Deux-Mondes*, écrivait ces lignes dont on devait mesurer quelque temps après toute la portée : « Dans certains pays de l'Occident, en France au moins, les placements en biens fonds ont, depuis plusieurs années, été une opération d'ordinaire peu avantageuse. Aussi, loin de tendre à l'accaparement du sol, le capital montre de moins en moins de goût pour les immeubles ru-

raux, de plus en plus de goût pour les valeurs mobilières. Une preuve incontestable de cette nouvelle disposition du capital en France, c'est que depuis quelques années, depuis vingt ans, depuis dix ans surtout, la différence du taux de capitalisation entre les terres et les bonnes valeurs mobilières a été s'effaçant de plus en plus au détriment des premières. La valeur vénale des biens fonds et surtout des grands domaines, reste stationnaire, souvent même elle est en baisse fort sensible, alors que les rentes, les actions et les obligations de premier choix ne cessent de monter à des prix de plus en plus exorbitants (1). »

Les événements n'ont pas tardé à accentuer ces tendances, à précipiter cette évolution. La grande crise agricole éclatait bientôt : l'entrée en ligne des grands pays producteurs du Nouveau-Monde comme fournisseurs de la vieille Europe, amenait une baisse considérable que les tarifs douaniers ne purent enrayer d'une façon suffisante. La dépréciation devint générale sur le continent.

Les nations se sont préoccupées d'y apporter remède par des arrangements communs, témoin ce premier Congrès international, réuni à Londres au mois d'août 1895, qui, dans une résolution votée à l'unanimité, recommandait « l'adoption des méthodes coopératives comme un moyen pratique d'atténuer le mal présent

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 4^{er} mars 1879.

et de préparer un meilleur avenir ». Mais le mal n'en sévit pas moins toujours avec intensité. La France l'a ressenti, avec quelques différences de région à région, dues à des influences locales. D'après les renseignements les plus sérieux, la dépréciation moyenne oscillerait de 25 à 35 0/0. Sauf quelques territoires privilégiés, comme le département de l'Hérault, où, par un phénomène curieux, il y a aujourd'hui une plus-value sur les terres labourables, le marché de la propriété se présente dans un désarroi inquiétant.

Quand on étudie la propriété territoriale dans le département de la Creuse, on est bien vite amené à cette double constatation, à savoir :

Que la valeur vénale y est supérieure à la valeur absolue, hors de proportion avec le revenu ;

Que la dépréciation, la baisse y est relativement modérée.

Cette double particularité, très intéressante à noter dans la situation actuelle, s'explique surtout, nous allons le voir, par le rôle de l'émigration.

Valeur vénale supérieure à la valeur absolue, avons-nous dit. Le département de la Creuse, formé de terrains primitifs et de roches granitiques, présente dans la plus grande partie de son étendue un sol aride, sans profondeur, quelque peu rebelle à l'industrie agricole.

« La contrée, dit M. Elisée Reclus, qui se trouve presque en entier sur le versant de la Loire, n'offre

guère qu'un sol ingrat, soit dans les montagnes, soit sur les pentes faiblement inclinées du plateau ; des chataigneraies, des landes, des jachères, de maigres champs de seigle y couvrent encore de vastes surfaces, et la culture soignée n'y a pu faire que de faibles progrès. » Il semblerait donc assez vraisemblable que la propriété y fût peu recherchée, et que, médiocrement estimée, elle ne dépassât point dans les ventes un prix tout à fait modique. Et cependant, renseignements pris, nous constatons exactement le contraire.

La statistique agricole de la France divise les terres en cinq catégories s'échelonnant en gradation descendante au point de vue de la valeur. Les valeurs moyennes, couramment adoptées pour un hectare de département français sont les suivantes :

Terres labourables : 1^{re} classe : 2866 francs ;
5^e classe : 668 francs.

Prés : 1^{re} classe : 3730 francs ; 5^e classe :
1008 francs.

Pour la Creuse, nous relevons les chiffres suivants :

Terres labourables : 1^{re} classe : 1539 francs ;
5^e classe : 434 francs.

Prés : 1^{re} classe : 4227 francs ; 5^e classe :
1341 francs.

Les terres sont donc au-dessous de la moyenne ; les prés la dépassent au contraire. Or les terres labourables ainsi évaluées, avec une oscillation de 1539 francs à 434 francs pour un hectare, présentent une valeur vé-

nale supérieure à leur valeur absolue. Achetée à ce prix, la terre constitue un capital qui rapporte à peine 2 0/0, alors qu'en France, le revenu moyen est de 3,33 0/0. Cette modicité du revenu ressort parfaitement de l'examen des valeurs locatives. Ainsi dans la Creuse, les terres sont louées de 30 à 10 francs l'hectare, beaucoup moins par conséquent que dans un département ordinaire qui donne les chiffres de 90 et 28 en moyenne pour les deux classes extrêmes.

Pour les prés, l'écart existe aussi, mais moins notable, entre la valeur vénale et la valeur absolue. La valeur locative des prés est aussi relativement bien plus élevée (de 128 à 38 francs l'hectare) ; leur revenu est beaucoup plus considérable. Les 160.000 hectares de prairies naturelles ou de pâturages que renferme le département, entretiennent un bétail estimé et sont la source de fortune la plus abondante des agriculteurs de la région. Dans certains coins de la Marche, les prairies atteignent même un taux très élevé ; autour de Felletin et de Guéret, elles se vendent communément 15.000 fr. l'hectare. Les ventes ou expropriations toutes récentes qu'a rendues nécessaires la construction du chemin de fer d'Ussel à Felletin, ont encore affirmé tout dernièrement cette supériorité des prés dans la Creuse. L'hectare de pré a été payé souvent 4.500 francs et même quelquefois au-dessus dans le canton de la Courtine, c'est-à-dire dans la partie du département qu'on peut considérer comme la moins productive.

Voilà donc un premier point bien établi : dans le département de la Creuse, le sol a une valeur marchande hors de proportion avec la richesse apparente du pays, et cela est surtout vrai des terres labourables. Sans doute, pour celles-ci, il y a à cette anomalie des causes générales économiques.

Il faut noter par exemple, que ce sont les petits domaines plutôt que les exploitations étendues qui bénéficient le plus communément de cette hausse exagérée. Et c'est du reste assez naturel, dans un pays de petite propriété comme la France, où le nombre des petits propriétaires n'a cessé de croître pendant longtemps. Cette hausse des petits domaines a sa plus grande répercussion sur les terres. Car les terres sont surtout l'objet de la petite propriété. La petite culture contribue donc à leur maintenir cette valeur élevée, et autour d'elles la lutte est ici d'autant plus âpre que, relativement à l'étendue du département, elles sont assez rares, et la nécessité d'en posséder pour la constitution normale d'un domaine en fait naturellement élever le prix, malgré que l'état de leur sol ne corresponde guère à la période de fertilité que fait présumer la culture arable. — Les prés au contraire, nombreux dans le département, productifs d'une façon suffisante, portent une étiquette marchande plus conforme à leur valeur absolue,

Ces considérations économiques, d'ordre général, trouvent sans doute ici leur place. Mais en tout cas elles n'ont qu'un rôle subsidiaire ; la preuve en est que dans

beaucoup de nos départements français où militent les mêmes arguments, la terre se vend moins qu'elle ne vaut réellement. C'est dans l'émigration qu'il faut chercher la cause principale, la raison dominante de cette valeur exagérée, en quelque sorte fictive de la propriété territoriale dans le département de la Creuse.

Chaque année 45.000 habitants émigrent pendant huit ou neuf mois et rentrent chez eux avec des économies qu'on évalue en moyenne à cinq ou six millions de francs. Ce stock monétaire, renouvelé tous les ans, constitue une permanence de numéraire dans le pays, et devant cette régulière poussée d'or le sol hausse toujours ; car c'est presque lui seul qui profite de cette monnaie, c'est vers lui que vont toutes les fortunes. Se créer du bien-être, arriver à l'aisance, augmenter son patrimoine, n'est-ce pas là, nous l'avons vu, le but principal de l'émigrant, ce qui entraîne naturellement le désir d'arrondir sa propriété, d'élargir les confins de son domaine ? Le Creusois — étrange anomalie ! — que n'attire point la profession agricole, se passionne pour la terre et lui donne ses économies. Et puis pour l'ouvrier, pour le paysan que les opérations de Bourse trouvent méfiant ou au moins indifférent, que la paperasse inquiète ou effraie, n'est-ce pas là le placement le plus facile, le plus solide, en quelque sorte irrésistible ? — De son séjour dans les villes, l'émigrant ne rapporte guère le goût de la spéculation. Des grandes entreprises financières, il n'a retenu que les catastrophes qu'elles ont entraînées,

et les fortunes englouties dans le Panama ont laissé un sombre et pénible souvenir dans toutes les mémoires, tandis que ressortent toujours plus séduisants les avantages des biens au soleil, sécurité de placement, amélioration possible dans l'avenir, estime locale, place dans les municipalités, etc. — De là, dégoût en général pour tout ce qui est valeur mobilière. Et ce n'est pas aux classes rurales de notre département, que pourraient s'appliquer les lignes de M. Leroy-Beaulieu que nous citions au début de ce chapitre. Ce n'est pas parmi elles non plus que recruteraient de fervents prosélytes les théories d'Henry George, de Walras, et en général de tous les partisans de la nationalisation du sol.

Voici donc la situation : d'une part, la terre très recherchée, d'autre part, beaucoup d'or pour la payer. N'est-il pas inévitable dès lors, que la propriété prenne une valeur très élevée ? C'est une grande loi d'économie politique, la loi de l'offre et de la demande, qui produit ici son mécanisme naturel. La hausse est due à l'abondance du numéraire et à la multiplicité des demandes, et c'est l'émigration qui entraîne cette double situation.

Toujours pour la même raison, toujours à cause de l'émigration, le département de la Creuse a moins senti que les autres départements où ce mouvement n'existe pas, le contre-coup de la crise agricole qui sévit en France depuis 1882. Les départements voisins subissent durement la détresse générale. La Creuse seule et

la Haute-Vienne peut-être furent un peu épargnées. Le rôle de l'émigration, comme palliatif de la baisse, est mis pleinement en lumière par la comparaison avec un des départements voisins, le Puy-de-Dôme. L'arrondissement d'Aubusson et l'arrondissement de Riom sont limitrophes ; la partie montagnieuse de l'arrondissement de Riom offre, par sa culture et son aspect, une assez grande similitude avec l'arrondissement d'Aubusson. Mais dans le Puy-de-Dôme, l'émigration forme un groupe insignifiant comparé à celui de la Creuse. Aussi la dépréciation s'y est-elle fait cruellement sentir. Voici sur la question l'opinion de M. Tixier-Aubergier, ancien président de la Société d'agriculture du Puy-de-Dôme : « Parcourez la fertile Limagne, suivez les communes dont les coteaux sont couverts d'un riche vignoble ; allez jusque dans la haute montagne. Interrogez les habitants ; partout on vous dira : la valeur de la propriété rurale a baissé. En maint endroit de la plaine, la séterée se vendait jadis 2.000 francs et il se présentait dix amateurs pour une parcelle ; aujourd'hui, dans cette région, il ne faut plus parler que de 1500 francs. Il serait même difficile d'affirmer que c'est là le cours nouveau. Les propriétaires qui ne sont pas obligés de vendre acceptent cette estimation. Mais des ventes ont eu lieu à un taux inférieur et des poursuites en expropriation ont abouti à des résultats dérisoires. On vous montrera des champs achetés autrefois très cher qui viennent de se donner pour un morceau de pain.

« Dans le vignoble où on ne marchandait pas à trois et quatre francs la toise, suivant la contrée, il faut afficher le moindre lopin de vigne un temps indéfini avant d'arriver à une transaction, heureux quand on n'est pas obligé pour conclure de réduire sa prétention d'un quart ou d'un tiers. En montagne, on traitait couramment sur le pied de 400 francs la tête d'herbage, maintenant, on est content de se débarrasser à 250 ou 300 francs (1). »

C'est donc pour le Puy-de-Dôme une baisse de plus de 25 0/0, aussi bien dans la partie fertile que dans la partie montagneuse. Dans la Creuse, l'or apporté par les émigrants a atténué le mal, amorti la secousse. Sans doute, on n'a pu échapper tout à fait à la crise. (Nous remarquerons, en tout cas, qu'étant donnée l'exagération de valeur vénale, la crise ne risquait guère de porter atteinte à la valeur réelle.) Mais même sur cette valeur exagérée, la baisse a été encore relativement médiocre. Sur les terres labourables où elle s'accuse le plus nettement, elle ne dépasse pas 15 0/0. Sur les prés, elle est presque insignifiante (de 5 à 7 francs par hectare). Cette différence entre les terres et les prés met encore mieux en évidence les effets de l'émigration. Sans doute, les exigences toujours croissantes des villes en ce qui concerne l'alimentation azotée et la nécessité toujours grandissante de fournir des fourrages de con-

(1) Tixier-Aubergier, *Considérations sur la crise agricole*, p. 15. Librairie Guillaumin.

sommatation courante ont une part dans ce maintien de valeur des prés ; mais cette fermeté s'explique aussi beaucoup par l'émigration. Si les prairies conservent leur valeur vénale, c'est à cause du peu de soins qu'elles exigent en temps normal et à cause des transformations de prés en terres labourables à l'aide des capitaux apportés par les émigrants, transformations qui ont eu forcément pour résultats de restreindre l'offre en ce qui concerne les prairies. Tout ceci, ajouté à sa qualité intrinsèque, prouve qu'il y a des chances pour que l'hectare de pré, conserve encore longtemps dans la Creuse le chiffre élevé qu'il atteint aujourd'hui.

L'élévation de la valeur vénale du sol dans le département de la Creuse entraîne quelques conséquences qu'il est intéressant de noter :

D'abord, elle rend difficile et bien peu enviable la situation du grand propriétaire dont tout l'actif consiste en biens fonciers qu'il ne peut faire valoir lui-même. Avec une fortune se capitalisant très haut, il n'obtient que des revenus maigres et incertains. Car les fermages sont naturellement très bas : un domaine de 100 hectares, estimé plus de 100.000 francs, rapporte rarement plus de 1500 francs en fermage. D'un autre côté, la prépondérance de l'élevage oblige à de lourdes charges ; il faut, pour loger un nombreux bétail, de vastes constructions d'un coût dispendieux et d'un entretien accablant. Aussi qu'advient-il des plus importantes fortu-

nes territoriales, si elles ne s'appuient pas sur des valeurs mobilières ? Elles s'effondrent plus ou moins promptement. Le fait est constant dans la Creuse où les vieilles familles de propriétaires terriens disparaissent et sont remplacées par les gros émigrants enrichis, ceux-ci plus solides, parce qu'ils apportent avec eux des capitaux pour les soutenir.

Pour les communes et le département, un point est à signaler : la terre étant estimée très haut, les expropriations, quand elles sont à la charge du département ou des communes donnent lieu à de grosses dépenses onéreuses pour leur budget. On comprend que l'établissement de chemins vicinaux ou de chemins de fer d'intérêt local ait quelquefois une répercussion importante sur les centimes communaux et départementaux. De fait, d'après l'*Annuaire de l'Economie politique et de la statistique*, la Creuse occupe le n° 10 pour le classement des départements dans l'ordre progressif du produit du centime additionnel aux quatre contributions directes. C'est beaucoup si l'on considère — toujours d'après le même annuaire — que la Creuse est au cinquième rang pour le classement dans l'ordre de pauvreté !

Pour l'Etat, de ce même chef, il y aurait plus-value fiscale si on prenait comme base de l'impôt foncier la valeur d'échange de la terre et non le revenu net. C'est une réforme qui a souvent été demandée pour la meilleure organisation de notre impôt foncier, et en faveur de laquelle on allègue de décisifs arguments. L'exis-

tence des actes concernant la terre, vente, partage, etc., rendrait l'évaluation plus facile et plus équitable ; et cette évaluation en capital permettrait en outre d'atteindre les terrains non exploités qui échappent actuellement à l'impôt. Grosse question qu'on ajourne toujours ; car elle touche à une autre question très brûlante, à la querelle de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur le revenu. — Dans les circonstances présentes, nous n'oserions pas souhaiter pour notre département l'épanouissement de cette réforme. Car les contribuables et l'agriculture n'y gagneraient certainement pas et quant à l'Etat, l'intérêt du fisc le rendrait dès ce jour quelque peu excusable de ne point apporter d'obstacle, de ne point opposer de barrière à l'émigration.

En résumé, le rôle de l'émigration consiste ici surtout à sauver les apparences. La marchandise s'affiche à un prix élevé ; mais à cette élévation de prix ne correspond aucun apport de qualité intrinsèque, aucun élément nouveau constitutif de valeur réelle absolue. Car nous verrons bientôt que l'émigration ne met guère que des obstacles au développement de l'agriculture et par suite à la plus-value des terres. — Combien préférable serait une situation moins trompeuse, mais plus solide, donnant au sol un accroissement de valeur normale, assis sur l'augmentation de son rendement et indépendant des crises ouvrières ou d'un revirement dans les mœurs !

CHAPITRE III

L'ÉMIGRATION ET L'AGRICULTURE.

SECTION I. — Les théories.

La question des effets de l'émigration sur l'agriculture est aujourd'hui vivement débattue.

Pendant longtemps l'accord fut unanime : l'émigration était regardée comme funeste à l'agriculture par les bras et souvent les capitaux qu'elle lui enlevait, par le nombre des terres qu'elle laissait en friche, par le discrédit qu'elle jetait sur les professions agricoles et le dégoût qu'elle en inspirait. On lui reprochait en même temps l'encombrement des cités, l'augmentation des déclassés, des inutiles, la fomentation des grèves, le préjudice causé à l'ouvrier urbain. On la condamnait surtout quand elle enlevait les fils de riches propriétaires ; car alors c'était la plus grosse perte d'initiatives et de capitaux. L'agriculture se voyait frustrée de ses sujets les plus intelligents, les plus aptes à la pousser dans la voie du progrès. C'était l'argent, provenant de la terre, qui avait couvert les frais de leur éducation ; de ces déboursés, la terre ne retirerait rien, la ville profiterait de tout, engloutirait tout. Comment arrêter ou au moins

atténuer le mal ? C'était la préoccupation constante d'où jaillissaient les systèmes les plus variés.

Ce premier courant d'opinion a traversé les siècles. Nous avons déjà rencontré chez les Romains ses premiers apôtres, Virgile, Columelle, Justinien. En France nous en trouvons des traces assez lointaines.

Bernard de Palissy écrit : « Le laboureur veut faire de son fils un Monsieur » et déplore ces tendances qui privent l'agriculture de ses plus fermes soutiens, de ses plus solides ressources.

Olivier de Serres, écrivant sous un roi favorable au paysan, ne manque pas de tracer un long panégyrique de la vie champêtre dans son *Théâtre d'agriculture*.

Dans notre siècle, il y a eu surtout une période, vers 1840, où l'exode vers les villes a attiré l'attention de tous les grands publicistes ou économistes. Les revues abondent d'articles, tous dans le même sens et signés de noms éminents, Blanqui, Léonce de Lavergne et plus tard Le Play, Baudrillart, etc. Le *Journal des Économistes*, l'*Économiste français*, la *Réforme Sociale*, présentèrent là-dessus une parfaite unanimité, et condamnèrent sévèrement le mouvement, s'efforçant aussi d'indiquer les moyens pour l'enrayer.

En face de cette première école, s'est dressée depuis 1889 une seconde école, celle-ci favorable à l'émigration. Jusqu'à cette date, à peine avait-on émis, pour la défendre, quelques arguments timides ; le document le plus intéressant à signaler dans cet ordre d'idées est

un article publié en 1851 par le *Journal des Économistes*. Mais le terrain n'était pas encore prêt et l'article resta sans écho.

En 1888, le vent commence à tourner. M. Tisserant, directeur au ministère de l'agriculture, publie un rapport sur l'enquête décennale de 1882 et très nettement, très franchement fait l'apologie de l'émigration. Un passage de ce rapport est caractéristique et il est intéressant de le citer ; car il contient en germe toutes les théories qui ont été développées plus tard : « La diminution de la population de la campagne, toute grave qu'elle soit, n'est cependant pas arrivée à un point tel qu'elle puisse être envisagée comme un péril. La main-d'œuvre, quoi qu'on prétende, est encore relativement et largement suffisante dans les fermes, surtout depuis le développement de l'outillage agricole. La diminution actuelle n'est donc pas encore un mal ; elle oblige l'agriculteur à mieux utiliser les bras, à diminuer les frais de main-d'œuvre ; elle conduit à l'emploi de l'outillage perfectionné, tout en permettant de donner de meilleurs salaires ; en un mot, *elle force à mieux cultiver*. Le laboureur devient de son côté plus actif, et son intelligence se développe pour la conduite des machines et pour les travaux qu'il est obligé de mieux soigner, en même temps que son bien-être s'augmente ; l'ouvrier rural voit ainsi sa condition s'élever au point de vue matériel et intellectuel et c'est là un résultat auquel on ne peut qu'applaudir.

« Quant au chef d'exploitation, si faute de surabondance de travailleurs, il est forcé de déployer plus d'activité, d'organiser son travail avec plus d'intelligence de façon à suffire à tous les besoins en développant par suite la puissance productive de l'ouvrier, il y trouve également son compte.

« Les 547.583 journaliers et domestiques de ferme qui (défalcation faite de l'Alsace-Lorraine) ont délaissé la culture du sol national, correspondent à une économie de salaires qu'on ne peut chiffrer, nourriture comprise, à moins de 240 à 250 millions de francs par an. C'est une diminution de frais de production qui dépasse le montant de l'impôt foncier en principal et en centimes additionnels et qui accroît d'autant le bénéfice des exploitants. »

Cette théorie nous rappelle un peu celle de Mac Culloch sur l'impôt, que nous enseignait notre savant professeur, M. Alglave dans son cours de législation financière. Mac Culloch prétendait que l'impôt était un stimulant heureux pour la production, qu'il faisait fonction d'aiguillon ; plus il augmentait, plus aussi devait augmenter la richesse nationale. L'émigration serait aussi un aiguillon qui inciterait le cultivateur ; plus elle se développerait, plus aussi se développerait la production, plus y gagnerait l'agriculture. C'est peut-être là une opinion qui prêterait le flanc à bien des critiques, comme celle de Mac Culloch. Nous ne la discuterons pas ; qu'il nous suffise de l'indiquer. Nous verrons, si,

dans notre cas spécial, ces idées sont confirmées par les faits.

Quoi qu'il en soit, elles ont déchaîné un courant favorable à l'émigration, qui semble devoir l'emporter aujourd'hui. Le *Journal des Économistes* reprit, avec succès cette fois, la campagne qu'il avait vainement tenté d'inaugurer en 1851. Il fut suivi par d'autres grandes revues et soutenu par des noms illustres. *L'Économiste Français*, notamment dans plusieurs articles, a manifesté nettement son opinion sur la matière.

Devant la dépopulation des campagnes, la nouvelle école ne crie plus alarme. Ce mouvement, dit-on, est essentiel, inéluctable dans toute société organisée ; son ancienneté et son universalité le prouvent longuement. Des Romains il a passé chez tous les peuples ; et ce n'est pas seulement en France que nous le constatons aujourd'hui, mais en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, un peu ou beaucoup dans tous les pays d'Europe. N'essayons donc pas de l'arrêter ; ce serait puéril, aujourd'hui surtout que le développement des machines rend moins indispensable à l'agriculture le nombre des ouvriers. Mais, même si nos efforts avaient chance d'aboutir, nous devrions les réprimer ; car ils seraient alors dangereux. L'émigration ne nuit pas à l'agriculture. Au contraire, elle offre l'avantage indéniable de développer chez le cultivateur l'esprit d'initiative, de stimuler son activité, de l'obliger aux améliorations, à la culture raisonnée, de le pousser en quelque sorte malgré lui dans

la voie du progrès. — Les faits, ajoute-t-on, nous donnent entièrement raison. A chaque surcroît d'émigration correspond une culture plus intensive. Ne faut-il pas s'en féliciter ? La production du reste n'a pas diminué ; elle s'est accrue au contraire. Avec moins d'agents on a obtenu davantage. C'est là une situation économique des plus heureuses. Car les bénéfices à partager entre un moins grand nombre deviennent plus considérables. La terre offre ainsi un emploi plus rémunérateur et on lutte dans des conditions plus avantageuses contre la concurrence étrangère.

SECTION II. — L'état de l'agriculture dans le département de la Creuse.

Le département de la Creuse mesure une superficie de 557.000 hectares, sur lesquels la statistique relève 97.000 hectares de superficie non cultivée, landes, pâtis, bruyères, etc. Presque un cinquième de la superficie totale ! Ces 97.000 hectares se répartissent de la façon suivante :

	Hectares
A l'État.	6
Au département.	10
Aux communes et sections	57.989
Aux établissements hospitaliers.	4
Aux particuliers	38.960
A tous autres propriétaires, sociétés, compagnies, établissements publics, etc. . .	31

Ce sont les communes et les particuliers qui détiennent, on le voit, la plus vaste étendue. Mais le domaine des communes s'émiette tous les jours et les partages parcellaires tendent à l'absorber tout entier. « Il y a quelques années seulement, écrit M. Parinet dans les *Ouvriers des Deux Mondes*, le village habité par la famille possédait une assez grande étendue de champs communaux, qui servaient de pâturages aux vaches et surtout aux brebis de tous les propriétaires. Ces terrains ont été partagés entre les habitants par parcelles très petites (quelques-unes n'ont que 20 ares) chacun voulant un morceau des parties les plus fertiles. »

Ce qui était vrai à l'époque où ces lignes ont été écrites, apparaît encore plus exact aujourd'hui. On peut très vraisemblablement prévoir que la presque totalité des terres incultes relèvera bientôt uniquement de la propriété privée. — Et comme d'autre part, malgré une orientation contraire depuis ces dernières années, la Creuse reste encore très nettement un pays de petite culture ; comme les bois sont d'ordinaire l'apanage de la grande exploitation, et qu'un de ses grands avantages réside généralement dans la transformation en bois de toutes les surfaces incultes, il faut bien admettre que ces terrains en friche, objet de la propriété privée, sont aussi et surtout objet de la petite propriété. Ainsi s'explique, avec l'émigration, cette lenteur, cette négligence à les mettre en valeur, à en tirer parti. Ce sont les petits propriétaires en majorité qui possèdent ces 38.960 hectares

dont nous parlions ; ce sont eux aussi qui fournissent le plus gros contingent d'émigrants. Il y a là une concordance à remarquer. L'émigration les attire par son gain immédiat et on préfère ce gain à l'autre plus lointain et plus difficile qui exige la lutte avec le sol, les efforts du défrichement. Et ceux que l'exode ne déracine point ne sont plus alors en force suffisante pour aborder d'aussi gros ouvrages. Et l'inculture reste stagnante.

Voilà donc déjà l'émigration, cause principale du nombre et de l'étendue des terres en friche. Mais au moins la surface cultivée est-elle l'objet de soins assidus, d'une culture raisonnée, en harmonie avec les découvertes et les progrès de la science agronomique moderne ? Eh bien non, et ici démenti formel aux conclusions optimistes des partisans du mouvement migratoire. L'aiguillon reste impuissant ; la culture ne progresse pas. On en est encore dans bien des endroits aux vieux errements, aux vieilles méthodes, quand ce n'est pas aux vieux préjugés. La routine l'emporte le plus souvent sur le raisonnement et les procédés des Géorgiques ne retardent guère sur ceux de nos agriculteurs. L'or des émigrants, s'il a maintenu à la propriété une haute valeur, n'a point apporté en revanche d'heureuses modifications dans les capitaux d'exploitation, du moins dans les capitaux fixes. Le matériel agricole revêt toujours un aspect antique : araire en bois qui effleure à peine le sol, mais que peuvent manier les mains débiles des femmes et des vieillards ; charriot à bœufs aux

jantes épaisses, non cerclées de fer, comme en attelaient nos ancêtres les Gaulois.

Contrairement aux prévisions de la nouvelle école, l'emploi des machines ne s'est pas encore généralisé. La Creuse s'est montrée quelque peu récalcitrante à cet endroit. A peine admet-on les machines à battre ; mais l'usage pittoresque du fléau persiste bien tenace dans nos campagnes, partout où l'on tient surtout à la qualité de la paille, « à la belle paille ». Quant aux semoirs mécaniques, aux moissonneuses, aux faneuses à cheval, on ne les connaît pas, pour ainsi dire. Comment d'ailleurs s'en étonner beaucoup, avec la prédominance de la petite culture qui hésite devant d'aussi importantes dépenses ? La location, l'association ou l'entreprise offrent sans doute aux petits cultivateurs des moyens de se procurer des machines. Mais, — à part la location qui fournit les machines à battre — ce sont là moyens assez peu usités dans notre département. Et pourquoi donc songeraient à s'associer dans leurs intérêts agricoles des propriétaires, absents de leurs terres au moment même de la récolte, qui se livrent dans une ville à des métiers d'ordre tout à fait différent ? — Une population d'ouvriers ne peut être qu'une population de demi-paysans. C'est si vrai que depuis quelques années on s'est préoccupé de ramener un peu les cultivateurs au sentiment de leurs véritables intérêts ; les primes, les encouragements, les concours, les conférences agricoles se sont multipliés. Il y a là un mouvement qui a déjà

donné quelques résultats ; mais combien lents seront les progrès, tant que persistera aussi intense la dépopulation des campagnes !

Nous ne voulons pas prétendre cependant que l'émigration donne à elle seule la raison de cet état languissant de l'agriculture. La durée de l'isolement de nos provinces du centre, l'état social des populations, l'influence du lieu, la tradition historique tiennent ici une large place. Jusqu'à la pénétration des chemins de fer cette région était restée fermée, complètement à l'écart, et obligée de se suffire à elle-même par sa propre production. La terre n'en était cependant ni mieux travaillée, ni mieux fumée ; mais l'art pastoral s'y épanouissait à l'aise. — Cette prédominance de l'art pastoral, parfaitement approprié au lieu où abondent les herbages, répondait aussi à merveille à la formation communautaire de ces populations ; car la garde des troupeaux, mieux que toute autre industrie, s'accommode de l'exploitation en commun et supporte ses impérities et ses négligences.

Art pastoral et communauté, tel était le double héritage qu'avaient légué les Celtes, peuple plus pastoral qu'agricole, à ces provinces du sud de la Loire qu'ils avaient envahies, et dont les vastes superficies herbifères offraient un cadre si favorable à leurs usages et à leurs aptitudes. Les traces de leur passage subsistent encore dans plus d'une localité, et les restes d'une enceinte fortifiée affirment encore à Boussac leur souvenir.

Nous verrons bientôt que l'élevage, — qui n'est qu'une autre face de l'art pastoral, bien entendu, éclairé par la science et dirigé par l'intérêt individuel, — doit être regardé comme la source principale de richesses dans notre pays, et la branche d'industrie capitale à développer. — Quant à la communauté, image de l'état social primitif, elle s'évapore tous les jours dans notre organisation moderne. Mais on en trouve encore de puissants vestiges dans ces vastes communaux, antique propriété du clan, qui se désagrègent aujourd'hui et dans certains usages qui ont survécu inaltérables au milieu des perturbations environnantes. Et la nature, le caractère même de l'émigration creusoise, essentiellement périodique, les vieilles traditions dont elle s'enveloppe fidèlement, ne sont-elles pas encore un reste bien vivace de cette formation communautaire ? On revient le plus possible vers le groupe originaire dont on a peine à se détacher ; on part en troupe autant que possible, et, loin du pays on se rassemble encore en nombreuses associations et le plus possible, on se retrouve encore dans le même atelier ou sur le même chantier que dirige un compatriote, gros entrepreneur enrichi.

Mais l'art pastoral et la communauté ne poussent guère au développement de l'agriculture, — et si par surcroît la population se trouve cantonnée dans une vallée, c'est bien pis encore, surtout si cette vallée est étroite et pauvre comme celle de la Creuse. Il y a ici une loi que la sociologie a mise en lumière, et que M. De-

molins formule très exactement à propos du cas qui nous occupe : « Si maintenant on voulait généraliser et formuler en quelque sorte la *loi des vallées*, on constaterait que les avantages, les facilités de vie que présentent les vallées, particulièrement celles du Midi et du Centre, ont entravé le développement de ces populations de petits cultivateurs.

« Ces vallées leur offraient le moyen de s'appuyer encore, au moins en partie, sur la simple récolte, grâce aux pâturages des bas-fonds, aux productions fruitières des coteaux et aux ressources forestières des sommets, sans parler de la pêche fluviale qui pouvait être, çà et là, une ressource aussi facile qu'agréable. Elles trouvaient là un biais commode pour aborder un travail nouveau et plus dur, sans lâcher complètement le travail ancien. Quand on connaît quelle est, dans l'humanité, la puissance et la ténacité des habitudes, on comprend la séduction que devaient exercer les vallées sur ces populations si profondément pastorales et communautaires.

« L'inconvénient de cette situation favorable, c'est que les gens sont peu stimulés au travail ; ils continuent trop à compter sur la libéralité de la nature. En fait, ces populations sont généralement restées dans un état plus primitif que celles des plateaux. Elles ignorent le progrès des méthodes, les efforts et les grandes entreprises. Leur énergie physique effective, et surtout leur énergie intellectuelle, leur hardiesse de volonté sont très peu

poussées, très peu excitées, très peu entretenues. Aussi se trouvent-elles très surprises, très prises au dépourvu, très incapables de se retourner, le jour où les ressources faciles sur lesquelles elles comptaient viennent à leur manquer.

« Cette culture minuscule, dépourvue des moyens qui peuvent seuls aujourd'hui majorer le revenu de la terre, serait elle-même une ressource perdue, elle ne fournirait pas l'intérêt de son capital, et tout, sauf l'herbe des bas-fonds, serait ainsi arrivé à sa fin, si on n'avait vu, par bonheur, apparaître, sur les plateaux contigus de ces vallées un phénomène qui donne à l'exploitation de la terre une forme à la fois plus étendue et plus puissante : il s'agit de l'exploitation du sol par la grande propriété.

« Fort heureusement, la grande propriété a fait sentir son action, en fournissant à ces populations confinées dans la petite culture un travail accessoire qu'elles étaient incapables de constituer elles-mêmes. Elles sont venues faire des journées de travail sur les grands domaines, particulièrement à l'époque des moissons. Elles ont fourni des ouvriers à demeure à ces vastes entreprises. Elles ont trouvé à s'approprier des terres nouvelles que le voisinage de ces installations puissantes rendaient exploitables.

« On peut, après cela, définir les caractères de cette petite culture : elle est faite par de petites gens, avec de petits moyens, une petite intelligence et peu d'ouvriers,

aussi donne-t-elle peu de résultats et ces caractères là sont très marqués dans la culture du Centre et du Midi, *parce que les effets propres à la vallée sont encore exagérés par l'origine pastorale des populations* (1). »

Toutes ces considérations, basées sur l'histoire, le lieu et la tradition expliquent certainement la médiocrité de la culture dans le département de la Creuse. Mais ces considérations perdent chaque jour de leur force ; la tradition s'use, l'évolution se hâte de l'art postoral commun à la culture individuelle, et dans notre organisation moderne le clan n'a pas plus raison d'être pour assurer à l'individu protection efficace. Enfin à côté de la vallée de la Creuse il y a le plateau de la Marche, lieu de la grande propriété surtout, où le défrichement rencontre toutes sortes d'obstacles, où la culture se hérissé de difficultés. Et c'est ici que l'émigration se dresse néfaste, paralysant les efforts du grand propriétaire, arrêtant son initiative et son zèle.

Petites gens, petits moyens, petits résultats, ouvriers rares : voilà ce qui caractérise la culture, dit M. Demolins, et c'est assez exact. Mais tout ceci n'est-il pas aussi en grande partie le fruit de l'émigration ? M. Demolins en convient lui-même. « Nous n'avons pas besoin de dire que cette émigration, qui éloigne la jeune population virile précisément pendant la belle saison, c'est-à-dire au moment des travaux des champs, est très préju-

(1) Demolins, *Les Français d'aujourd'hui*, p. 253 et suiv.

diciable à la culture et même à l'industrie locale, qui ne peut se développer faute de bras » (1).

Un rapide aperçu des effets de l'émigration sur la petite culture et la grande culture dans la Creuse, nous montrera toute l'exactitude de cette assertion.

La petite culture (nous comprenons sous cette dénomination générale ce qu'on appelle aussi assez souvent la moyenne culture), divisée en 64.049 exploitations, couvre une superficie de 361.700 hectares dont près de 50.000 hectares non cultivés.

On voit quelle étendue non cultivée présente cette culture. En effet, quand le petit propriétaire émigre qu'advient-il de son bien ? Deux cas peuvent se présenter : ou bien l'émigrant se décharge de la culture sur sa femme, ses enfants en bas âge et ses vieux parents, — qui eux s'adjoignent quelquefois un domestique, — ou bien si sa famille est trop insuffisante ou émigre avec lui, il a recours au fermage. Examinons successivement ces deux cas.

Dans le premier cas — et c'est le plus fréquent, — la terre reste entre des mains débiles qui ne peuvent suffisamment la remuer et extraire de ce sol ingrat les ressources qu'en arracherait un travail plus énergique. Dans de telles conditions, il ne faut évidemment pas songer aux progrès de culture, ni aux tentatives d'amélioration. En fait, quelquefois l'émigrant reste de loin le chef de l'exploitation ; c'est entre lui et les membres

(1) Demolins, *loc. cit.*, p. 253.

de sa famille une façon de métayage, mais combien inférieur à cause de l'éloignement de ce chef d'exploitation, des occupations si différentes qui l'absorbent et d'une contrariété de vues qui doit nécessairement découler d'une situation si anormale. C'est ici une sorte d'exploitation indirecte, inférieure d'abord parce qu'exploitation indirecte, mais plus inférieure encore par suite de la déviation des rôles. Et si l'absence de l'émigrant a rendu indispensable le supplément d'un domestique, nous nous demandons alors quel peut bien être le bénéfice du propriétaire, obligé de verser en des mains étrangères une très grosse portion de l'argent qu'il est allé chercher si loin.

Mais il est un deuxième cas, — moins usité — celui où l'émigrant afferme son bien. C'est encore ici une conséquence funeste à la prospérité du pays. Car une exploitation indirecte, nous le répétons, et c'est du reste un point hors de doute, ne vaut jamais celle du propriétaire qu'incitent l'amour de la terre et son propre intérêt. Au point de vue agricole, le fermier ne voit que le présent ; la plus-value lointaine l'inquiète fort peu et la terre en souffre naturellement. Au point de vue social, c'est le maintien d'une division de classes (propriétaires, fermiers, ouvriers) qui entretiennent une jalousie supprimée dans l'exploitation directe.

Hâtons-nous de le dire, la Creuse n'est cependant pas un pays de fermage. Le nombre des fermiers est seulement de 2.065, cultivant une superficie de 71.200 hec-

tares. Mais il faut signaler l'accroissement de leur nombre dans cette dernière période décennale, accroissement qui coïncide assez sensiblement avec celui de l'émigration. — Et en même temps qu'elle est pour quelque chose dans l'augmentation du nombre des fermiers, l'émigration amène une baisse considérable des loyers ruraux. C'est un effet, nuisible au moins aux propriétaires, qu'il faut lui attribuer sans conteste et que ses partisans les plus déterminés n'essaient aucunement de dissimuler. L'habitude d'émigrer si enracinée dans le département et le contingent que cette habitude enlève à l'agriculture, rendent très clairsemé le nombre des candidats fermiers et l'offre devenant bien supérieure à la demande, les preneurs se montrent naturellement exigeants. Cette baisse des loyers ruraux empêche, il est vrai, d'un autre côté, l'amodiation en fermage de s'étendre beaucoup, et contribue à faire du métayage le contrat le plus en faveur auprès de ceux qui ne veulent exploiter par eux-mêmes.

Le métayage est donc en proportion supérieure et même en augmentation dans la Creuse. On y compte 3.408 métayers cultivant une superficie de 90.400 hectares. — L'étendue moyenne d'un métayage ou d'un colonat est ici de 26^{ha}, 61, — dans un département moyen, cette même étendue est de 10^{ha}, 95. Du reste, pour le métayage, le Centre et notamment l'Allier, la Haute-Vienne et la Creuse occupent le premier rang. C'est le mode d'exploitation des pays pauvres, où l'on ne trouve

pas de cultivateurs disposant de capitaux et garanties suffisantes. Il convient en outre parfaitement aux populations issues de la formation communautaire et résiste mieux au choc d'une crise agricole. Quand les fermiers ne payent plus, on se retourne bien vite vers les métayers dont on obtient au moins les produits en nature. — Avec la prédominance du métayage, coïncide généralement pour un pays la prédominance des exploitations directes et c'est bien encore le cas de la Creuse, qui compte un nombre suffisant d'exploitations directes (25.000 occupant une superficie de plus de 250.000 hectares). Mais il fallait noter cette tendance de l'émigration à restreindre le nombre des exploitations directes.

Il nous reste à voir maintenant ses effets sur la grande culture de 40 hectares et au-dessus. Cette culture, dans le département, compte 1946 exploitations embrassant une superficie de 176.000 hectares, dont près de 30.000 non cultivés. — Dans ce nombre sont compris 15.700 hectares de forêts ; et c'est la grande exploitation qui en possède le plus. Les 143.100 hectares cultivés comprennent 37.000 hectares de terres labourables.

La grande exploitation échappe mieux que la petite aux effets de l'émigration. C'est elle surtout qui profite des machines et les machines peuvent suppléer l'homme dans une certaine mesure. Néanmoins il y a des opérations devant lesquelles la machine reste impuissante, et qui réclament impérieusement l'intervention de l'homme. Alors le mal se fait sentir.

Et en tout cas, la grande culture ressent un contre-coup de l'émigration du chef de la hausse des salaires agricoles.

Voici quel est le taux ordinaire de rétribution des ouvriers agricoles dans la Creuse :

Ouvriers nourris dans l'exploitation.	Été	{ Hommes.....	2 fr. 15
		{ Femmes.....	1 » 40
		{ Enfants.....	0 » 60
	Hiver	{ Hommes.....	1 » 25
		{ Femmes.....	0 » 70
		{ Enfants....	0 » 40
Ouvriers non nourris.	Été	{ Hommes.....	3 » 15
		{ Femmes.....	1 » 75
		{ Enfants... ..	1 » 10
	Hiver	{ Hommes.....	2 » »
		{ Femmes.....	1 » 20
		{ Enfants.....	0 » 75

Il y a toujours une différence sensible entre le salaire d'hiver et le salaire d'été, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie où la durée de la journée est invariable. Les chiffres ci-dessus indiqués, sont supérieurs de 8 à 9 0/0 aux chiffres des salaires moyens des ouvriers agricoles dans la France entière. Mais cependant, par suite de la crise agricole ils ont subi une diminution sensible, comparés aux salaires d'il y a quinze ans. Ils sont aujourd'hui à peu près les mêmes qu'en 1860. — Ce taux élevé des salaires agricoles dans le département de la Creuse, est dû sans conteste à l'émigration qui a éclairci les rangs des ouvriers valides de la campagne.

Cette question est importante ; car elle met en mou-

vement des masses de capitaux. — Cette hausse a ouvert une période d'aisance pour les ouvriers agricoles marchois ; — ce qui dispose moins encore à excuser l'intensité de l'émigration. Mais elle rend difficile la situation du petit propriétaire qui ne peut se suffire avec sa famille. Et si la grande exploitation est mieux armée contre elle, il n'y a pas moins souvent de ce chef, obstacle aux grandes entreprises, aux tentatives d'amélioration. L'augmentation du fonds de roulement qu'entraînerait la cherté de main-d'œuvre effraie quelquefois le grand propriétaire, et sa terre lui rapporte si peu, qu'il hésite avant de s'aventurer dans une opération dont le résultat pourrait peut-être se solder en un long déficit.

SECTION III. — L'émigration et le développement de l'agriculture creusoise.

Quand on parle, dans un département comme la Creuse, de comprimer l'émigration pour développer l'agriculture, on se heurte à des objections dont quelques-unes assez dénuées de fondement.

L'émigration, dit-on, rapporte au pays un revenu annuel moyen de cinq à six millions de francs. C'est de l'argent qui vient sans risques, sans mise de fonds préalable, et que n'arriverait jamais à procurer l'épanouissement même le plus complet de l'agriculture dans ces régions maigres et arides.

C'est là une affirmation un peu gratuite, qui au-

rait besoin de quelque démonstration. Nous remarquerons d'abord que, si l'émigration apporte un bel appoint au numéraire du département, elle ne laisse pas aussi d'un autre côté de l'entamer quelque peu. Tous les émigrants ne sont pas laborieux ; tous ne rentrent pas au foyer les poches pleines. Beaucoup avec leurs salaires quotidiens ont peine à se suffire, ou même dans leur détresse font appel au budget de la famille. Nous en connaissons plus d'un à qui il a fallu envoyer l'argent du retour ! — Ces capitaux que soutire ainsi l'émigration à la campagne, il faudrait, en bonne justice, les défalquer des cinq à six millions dont elle se réclame. On verrait peut-être alors sous une optique moins grossissante les résultats matériels immédiats du mouvement, et on se montrerait peut-être plus indulgent à l'endroit des bénéfices plus lointains, mais non moins sûrs, que laisse espérer l'agriculture. — Sans doute, la terre mieux cultivée ne donnerait pas du jour au lendemain une plus-value appréciable en une somme ronde de cinq à six millions. — Mais dans quelques années, dans dix ans peut-être, la Creuse aurait accru sa production ; son sol se serait transformé et elle en retirerait des ressources qui compenseraient certainement et dépasseraient même assez probablement l'équivalent des salaires ouvriers. Et ce serait là une source stable de richesses, indépendante des grèves ou des crises industrielles, un avenir de bien-être assuré pour toujours au pays. — Et en même temps que la nation trouve-

rait son compte à cet accroissement de prospérité, l'individu, lui aussi, vivrait d'une vie plus large et, en tout cas, plus normale, au sein même de sa famille.

Mais cet avenir prospère, beaucoup s'obstinent à ne pas le croire réalisable dans ce département et dans cet ordre d'idées certains vont même très loin ; on ne se contente plus d'affirmer que les progrès agricoles n'aboutiraient jamais à des bénéfices comparables à ceux de l'émigration ; on laisse entendre qu'il serait puéril de diriger aucune tentative de ce côté, que tous les efforts dans ce sens échoueraient lamentablement dans un milieu géologique aussi réfractaire.

De telles exagérations procèdent évidemment de l'ignorance ou du parti pris. La science démontre parfaitement que toute terre ordinaire, médiocre même, peut donner d'abondants produits, si elle est pourvue d'un engrais complet, supplant ce qu'elle ne trouve pas en elle-même. Mettez-donc beaucoup dans une terre ; infusez-lui les principes fertilisants qui lui manquent, et de brillantes récoltes viendront bientôt vous dédommager des capitaux que vous aurez enfouis dans son sein.

Nous ne voyons pas pourquoi les terres de la Creuse feraient seules exception à cette loi générale. — Nous avons au contraire sous les yeux, des exemples des résultats que comportent un emploi judicieux des engrais chimiques et une application raisonnée des enseignements de la science. — La région qui entoure la petite

ville d'Evaux, présentait encore au milieu de ce siècle des coteaux arides que se partageaient le seigle, la fougère et l'ajonc. De grands propriétaires, dont les noms sont restés justement populaires, MM. de Montagnac, Fourot, Picaud, entreprirent de défricher ce sol et de le rendre fécond. Sous leur habile direction, grâce à leur impulsion énergique, les champs se couvrirent bientôt d'abondantes récoltes ; chacun eut sa production spéciale et à côté du seigle ne tardèrent pas à pousser la betterave, le froment, le trèfle, l'orge, etc. Un choix approprié de bons reproducteurs vint retremper les races locales et transformer les animaux bâtards qui peuplaient auparavant les prairies. — Les revenus de leurs domaines doublèrent et triplèrent promptement ; et aujourd'hui leur initiative, continuée par des hommes intelligents et expérimentés, a laissé sur la région un aspect de richesse et d'aisance qui contraste heureusement avec la partie méridionale du même arrondissement. Et si dans cette partie même on constate quelques améliorations, si les prairies artificielles, inconnues il y a quelque vingt ans, y réussissent maintenant, n'est-ce pas dû en partie peut-être, à l'exemple et à l'impulsion venus de ce coin ?

Et qu'on ne dise pas que la petite propriété ne peut sans imprudence entrer dans cette voie, qu'il y a là une mise de fonds à aventurer, des risques à courir que peut seule se permettre la grande exploitation. — Ce serait peut-être exact pour un pays dont le sol exigerait des

amendements nombreux et variés, dont l'avenir agricole dépendrait d'une persévérante et considérable accumulation de capitaux. Mais ce n'est pas le cas de la Creuse comme nous allons le voir. — Et la petite propriété n'a-t-elle pas en outre pour elle l'économie d'une main-d'œuvre écrasante, et le stimulant puissant de l'exploitation directe ?

Qu'on ne dise pas non plus que l'argent des émigrants peut seul permettre ces améliorations. Il peut, c'est vrai, les favoriser amplement, si l'émigration sait se restreindre dans de sages limites : mais si elle attire à elle tous les travailleurs, que devient l'agriculture du pays, même s'il regorge de numéraire ?

La plupart de ces objections ne résistent pas à l'examen. Les faits autant que le raisonnement concordent à en démontrer l'inanité. Dans le grand mouvement de production et de consommation qui est la vie d'une nation, le département de la Creuse a son rôle bien marqué. Quel est ce rôle et comment l'atteindre ? C'est ce qu'il importe de préciser, afin de ne pas se jeter dans des opérations hasardeuses dont on ne retirerait plus tard que déception ou faillite.

D'une manière générale, nous croyons tout d'abord qu'il faut proscrire ici, dans l'exploitation du sol, les méthodes basées sur l'emploi des fortes fumures et liées à une accumulation considérable de capitaux. Les partisans de l'émigration allèguent, nous l'avons vu, que

plus l'émigration s'est développée, plus la culture est devenue intensive. Leur assertion ne s'est pas encore vérifiée dans notre département, et fort heureusement. Car le système intensif ne paraît guère ici à sa place. « La question économique des différents systèmes de culture se présente ainsi : choisir, d'après les conditions économiques et sociales, le mode d'exploitation le plus avantageux ; or le mode le plus avantageux n'est pas toujours celui qui fait produire davantage à la terre (1). »

Nous nous trouvons en face d'un département où les capitaux sont rares, la population plutôt clairsemée, et en tout cas, toujours destinée à émigrer dans quelque proportion. On est loin des grands centres de consommation ce qui, en rendant les transports plus onéreux, aggrave le coût de production. Le sol est d'une fertilité médiocre et il faut nécessairement compter, pour son amélioration, sur le concours du temps. Enfin ce qui prédomine, c'est le versant montagneux ou la superficie herbifère, engageant à l'exploitation forestière ou à l'élevage, mais non à la culture des céréales. Le meilleur moyen de tirer parti des ressources naturelles, c'est donc de cultiver une grande étendue avec peu de main-d'œuvre et de capital, et non de concentrer tous ses moyens sur une surface limitée qui serait forcément restreinte. Un de nos amis, — dont la profession et les études rendent ici le jugement particulièrement auto-

(1) Cauwès, *Economie politique*.

risé — nous écrivait dernièrement : « Dans notre Creuse, il ne faut pas de culture intensive, pas de culture épuisante, extractive, — mais une culture extensive opérant avec le temps et le travail constant, une culture améliorante à l'aide des fourrages et des engrais. Établissons des prairies partout où l'herbe peut pousser ; disciplinons les eaux par irrigation et drainage, et à l'exemple du Limousin, nous élèverons de nombreux et beaux troupeaux. Agissons prudemment, mais constamment. »

C'est donc à l'élevage que doivent aller tous les soins, tous les efforts, tous les progrès. Car seul il peut constituer une source vraiment abondante de revenus, en même temps que par la présence du bétail et la nécessité des cultures fourragères, il fertilisera le sol et aidera au développement de sa force productive. — « Notre pays est dans les plus belles conditions du monde pour produire économiquement de jeunes animaux... »

« Les chemins de fer aidant, la région du Centre est sollicitée de plus en plus vers l'élevage. Le mouvement ne peut que s'accélérer, si nous savons tirer parti de nos ressources naturelles : le pré et le bois. »

Ainsi s'exprime dans un ouvrage technique, *L'Agriculture du Centre de la France*, M. Félix Vidalin que sa situation et sa science ont mis à même de bien apprécier les véritables intérêts de nos régions. Ces paroles sont surtout vraies de notre département, qui se prête admirablement à la production du bétail.

La race bovine marchoise, d'origine vendéenne, a conservé l'aptitude laitière originelle. Avec moins de maçons et un peu plus d'agriculteurs, on arriverait vite par la sélection et le régime à une belle floraison de ces qualités naturelles. Ce serait d'autant plus précieux que nous sommes entourés, pour ainsi dire uniquement, de races de boucherie. Les races limousine et charolaise réussissent du reste parfaitement aussi dans le pays où elles sont en proportion notable, la race limousine surtout. Le marché de la Villette s'approvisionne tous les jours des bœufs limousins qui sont avidement recherchés et obtiennent la priorité pour la qualité de la viande. Et la consommation toujours croissante des villes en aliments azotés, assure à cette industrie de larges débouchés.

Les porcs sont très estimés, comme le prouve le commerce d'exportation auquel ils donnent lieu.

Les moutons, en très grand nombre — la Creuse est peut-être le département qui en possède le plus relativement à sa superficie — sont de petite espèce ; mais l'habitude et la facilité de brouter le thym et la bruyère, en ont fait une race de chair particulièrement savoureuse dont on doit craindre bientôt la disparition ou au moins la dégénérescence, si l'on persiste longtemps dans les mêmes croisements néfastes.

Il faut faire une place à part à la production chevaline. Une action plus complète et mieux entendue de ce côté-là, concilierait également les intérêts des agricul-

teurs et les intérêts de la défense nationale et offrirait, en même temps que de gros avantages pécuniaires, les plus grandes facilités. — Dans la Creuse, l'avoine vient à merveille, particulièrement féconde en principes excitants, — et on sait que les foins récoltés dans les terrains maigres, s'ils sont courts et moins abondants, sont aussi beaucoup plus fins, plus odorants et plus nutritifs que ceux qui poussent dans les prairies très riches en humus. Quant à l'aptitude du pays à produire d'excellents chevaux, elle ressort d'un passé fameux où s'affirment hautement les bienfaits de l'influence locale et la salubrité de l'atmosphère ambiante. Les qualités précieuses de la race limousine, comme race de selle, lui avaient acquis une place à part parmi nos vieilles races françaises. Elle remplissait les écuries de la Cour, montait les généraux et les seigneurs ; la Révolution et l'Empire recrutèrent dans ses produits leurs meilleurs chevaux de troupe. Cette race est aujourd'hui perdue, et ce n'est certes pas par leurs errements actuels que les éleveurs contribueront à la remplacer avec avantage. Aux poulains qui ne connaissent ni avoine, ni pansage, il arrive souvent de donner les plus mauvais herbages, ceux que repoussent les bêtes à corne, et, quand l'hiver a amené la neige, l'animal s'atrophie dans une stabulation prolongée et malsaine. Mais il faut bien admettre que le milieu soit éminemment favorable ; car malgré l'incurie, on obtient de petits chevaux nerveux, pleins de fond et d'énergie. Et la production en est bien quelque peu

rémunératrice ; car elle augmente toujours. Chaque année, le haras national de Pompadour envoie dans le département une très grosse portion de son effectif ; mais dernièrement, le Conseil général devant le nombre toujours croissant des poulinières, en demandait et en obtenait l'augmentation. Beaucoup des produits sont exportés, poulains de lait ; les autres, vendus à l'âge de quatre ans, sont très recherchés par la remonte pour la cavalerie légère. La question du cheval d'armes très discutée, est aujourd'hui à l'ordre du jour ; au pays qui pourra et saura le produire, l'avenir réserve certainement de beaux dédommagements.

C'est à l'administration des haras, c'est à l'Etat producteur, qu'incombe ici la tâche d'encourager et de diriger l'éleveur, de créer une race énergique en harmonie avec les ressources du pays et les besoins de l'armée. On ne peut guère ici parler d'appareillement dont les résultats seraient bien lents, maintenant qu'a disparu la vieille race indigène. C'est au croisement qu'il faut recourir. La race croisante par excellence, nous paraît être le cheval de pur sang arabe. Outre ses admirables qualités de reproducteur, universellement admises, il y a ici des raisons spéciales en sa faveur. L'origine orientale de la vieille race limousine a déjà affirmé les aptitudes du sang arabe à s'infuser dans les bêtes de notre pays ; — la sobriété du cheval oriental, sa facilité à supporter les privations, son endurance, la richesse de son organisation qui lui fait supporter si allègrement

les changements de température et de climat, sa douceur enfin et sa docilité, le désignent nettement pour l'amélioration d'un élevage en pays pauvre, souvent laissé à des mains ignorantes ou maladroites, dont s'accommoderaient mal, de même que des herbages, la délicatesse et la nervosité extrême du cheval de pur sang anglais.

On sait du reste combien ont pauvrement réussi dans le Centre, les croisements avec la race de pur sang anglais. On reproche au cheval arabe son défaut de taille. Reproche injuste ! Car il est parfaitement admis qu'avec une jument de haute taille, cet étalon ne donne pas en général un produit inférieur à la mère sous ce rapport. Du reste, c'est par une nourriture substantielle et abondante autant que par un choix judicieux des reproducteurs, qu'on arrivera à élever la taille des animaux ; leur importance et leur développement dépendront toujours de la quantité et de la qualité des aliments.

Mais il faut compter ici avec l'entêtement des petits cultivateurs dont les tendances s'accroissent tous les jours dans un sens désastreux. A tout prix ils réclament des étalons massifs, lourds, ayant du gros et de la taille ; et si l'administration des haras leur envoyait des chevaux de trait, ceux-ci auraient, sans nul doute la plus nombreuse clientèle. De petites juments défectueuses ou abâtardies ils veulent absolument retirer d'énormes produits par la seule combinaison des accouplements au mépris des règles les plus élémentaires du croisement,

au mépris des conditions locales, au mépris même de leur profit qu'ils méconnaissent. — On oublie que la nature ne fait pas de sauts ; qu'une sage progression, une nourriture et des soins appropriés sont ici ses indispensables auxiliaires pour arriver au résultat désiré ; et que, même avec ces auxiliaires, il faudra s'arrêter à temps et ne point dépasser les limites imposées par la localité. Car le sol, le climat, l'absence de phosphate de chaux ne permettront jamais d'obtenir une ampleur de formes considérable et de cette disproportion entre les étalons et les juments ne peuvent résulter que des produits irréguliers, décousus, aussi nuisibles au perfectionnement de la race qu'aux intérêts de leurs propriétaires.

Là, comme souvent ailleurs, le cultivateur aveuglé s'obstine dans la routine ou le parti pris, à son propre détriment. Il faudrait devant lui des exemples frappants pour lui dessiller les yeux, des résultats palpables pour combattre sa torpeur, stimuler son zèle, allumer sa convoitise. Les avis des conférenciers seront peut-être écoutés, mais en tout cas très rarement suivis. Mais quand le paysan aura vu les amendements doubler les revenus territoriaux ; quand, par les méthodes et les soins, il aura assisté au renouvellement du bétail désormais très recherché et très payé sur tous les marchés, alors sans doute il se décidera à agir et à marcher sans méfiance dans la voie déjà inaugurée. Car il faut qu'il constate,

chez autrui d'abord, l'application de la science pour mettre hors de doute ses féconds avantages.

C'est ici qu'on ne saurait trop condamner l'émigration des grands propriétaires ou leur éloignement des professions agricoles. A eux, il appartient de donner la poussée salutaire, l'impulsion indispensable. Ne sont-ils pas désignés, par leurs ressources matérielles et intellectuelles, pour entreprendre et mener à bien cette lutte contre les préjugés et la routine ?

L'absentéisme du grand propriétaire est un des plus grands obstacles au relèvement de la culture, comme aussi sa résidence est la condition essentielle et une des garanties certaines des progrès de l'avenir.

Le Bourbonnais et le Limousin ne sont sortis de leur prostration agricole que grâce à l'initiative d'hommes intelligents, armés d'énergie et de science. Mais il a fallu lutter, lutter beaucoup, agir de force, imposer sa volonté aux métayers récalcitrants ; car, ainsi que nous le dit M. de Larminat, un des grands propriétaires novateurs du Bourbonnais, dans les pages intéressantes où il nous rapporte ses efforts et ses succès, « celui qui entreprend une amélioration doit comprendre qu'avant de transformer la terre et afin de réussir à le faire, il faut d'abord transformer celui qui la cultive (1) ».

Si, en même temps que disparaissait l'absentéisme, l'émigration des classes rurales savait se restreindre aux

(1) *Le Métagage dans le département de l'Allier*, par M. de Larminat et M. de Garidel.

seuls bras inutiles, on ne tarderait pas alors à assister à une renaissance de l'agriculture marchoise. Combien d'avantages naîtraient du concours nouveau de tant d'énergies rendues à leur milieu naturel et à leur destination première ! La vie des champs en serait rehaussée et la profession agricole mieux estimée, mieux appréciée, serait aussi mieux entendue. On comprendrait tous les bénéfices que peut donner un élevage bien mené ; on se hâterait et on s'efforcerait de créer l'ensemble favorable à son épanouissement. Le matériel agricole se renouvellerait, et nos cultivateurs mieux outillés, mieux dirigés, moins rebelles aux progrès et aux méthodes, se préoccuperaient d'amender leurs prés et leurs terres, de leur donner ce que réclame la nature.

Le département de la Creuse, formé de terrains granitiques ne doit son improductivité relative qu'à l'absence de phosphate de chaux, seul engrais nécessaire à la rigueur. La question de frais n'est donc pas inabordable ici même pour la petite propriété. Or on sait quelle est, pour l'amélioration d'un terrain granitique, l'importance de la chaux tant au point de vue de l'assainissement des prairies qu'au point de vue de la production des grains. Avec un emploi judicieux de cet engrais combiné au fumier, notre département ne serait bientôt plus le pays déshérité qu'on se plaît injustement à dépeindre.

Les résultats obtenus sont bien ceux que promet la

science. Les propriétaires intelligents, qui ont essayé sagement des amendements calcaires, ont bien vite couvert leurs dépenses et reçu le dédommagement de leurs innovations. Leurs revenus ont promptement augmenté, et leurs champs se sont enrichis de cultures jusqu'alors réputées impossibles. Ces tentatives montrèrent notamment que les prairies artificielles réussissaient parfaitement, que le froment pouvait facilement pousser dans des terres jusqu'alors uniquement livrées au seigle, et qu'enfin les végétations nuisibles disparaîtraient des prairies pour laisser plus de place et de vigueur à tous les bons herbages.

Et s'il restait des terrains d'un défrichement trop coûteux, on mettrait ici à profit l'aptitude particulière du pays au boisement. Il faut signaler à cette place, l'intervention des pouvoirs publics et les quelques essais heureux dont a bénéficié le climat autant que la richesse générale. Une pépinière départementale a été créée par le Conseil général à la Nouaille, canton de Gentioux. Cette pépinière fournit des plants à des conditions avantageuses qui ont encouragé les propriétaires à essayer du boisement. Aussi les plantations de pins commencent-elles à gagner un peu d'étendue dans le sud du département, utilisant ainsi de vastes landes qui n'offraient auparavant qu'un parcours le plus souvent superflu aux bêtes à laine.

Le département de la Creuse ainsi cultivé, ainsi

amendé, occuperait alors honorablement sa place naturelle dans la production si complexe et si variée de toute la France. — Et le prix du sol n'y diminuerait guère, soyez-en sûrs. Les émigrants moins nombreux apporteraient moins d'or pour le soutenir ; mais il serait assis sur une base réelle, sur une plus-value certaine, tous les jours grandissante, qui abrégerait la distance entre la valeur vénale et la valeur absolue.

CHAPITRE IV

LES EFFETS DE L'ÉMIGRATION SUR LA DIVISION ET LE MORCELLEMENT DE LA PROPRIÉTÉ.

Avant de conclure sur l'émigration, une dernière question se pose, capitale aussi : quels sont les effets du mouvement migratoire sur la division et le morcellement de la propriété territoriale ? — La culture d'un pays, on le sait, est étroitement liée à l'état de la propriété ; ses progrès, sa stagnation ou son affaissement dépendent parfois seulement de la répartition et de la constitution de la fortune territoriale. De l'état de la propriété dépend aussi l'harmonie des classes sociales. Les lois agraires qui ont illustré les Gracques et bouleversé l'ancienne Rome avaient pour but de régler la répartition de la fortune territoriale et de mettre un frein à de trop criants abus. Et dans notre siècle les troubles d'Irlande, luttes violentes entre tenanciers et landlords, ne sont-ils pas en partie au moins la conséquence d'une situation agraire intolérable et de l'accaparement du sol par une seule classe privilégiée ? — Quel est donc ici le rôle de l'émigration ? Par une influence bienfaisante, compense-t-elle indirectement

ses effets immédiats si néfastes sur l'agriculture ? C'est ce que nous allons essayer de démêler.

Pour connaître la division de la propriété dans notre département, on pourrait avoir recours à l'examen des cotes foncières. Mais c'est là un mode très approximatif et dont les résultats nous paraîtraient à bon droit suspects. Le nombre des cotes foncières ne correspond pas exactement au nombre des propriétés, et l'administration se soucie peu de la distinction de celles-ci pour demander au contribuable sa part des frais généraux de la nation. Tel propriétaire dont les parcelles sont éparpillées sur le territoire de plusieurs communes, aura autant de cotes qu'il y a de communes différentes, étant donné que la cote foncière est la part d'impôt foncier que chaque propriété doit acquitter dans la commune à raison de son revenu. Du reste, le nombre des cotes foncières est de beaucoup supérieur au nombre des propriétaires.

Nous ne nous arrêterons donc pas à ce mode d'examen. Mais voici d'après les renseignements de la statistique du département, comment se répartit la fortune territoriale dans le département de la Creuse :

La très petite culture, au-dessous d'un hectare, compte 20.773 exploitations occupant une superficie de 12.800 hectares.

La petite culture (de 1 à 10 hectares), couvre une superficie de 131.300 hectares, se répartissant comme suit :

19.891 exploitations de 1 à 5 hectares.

11 949 — de 5 à 10 —

Au total 31.840 exploitations de petite culture.

La moyenne culture (de 10 à 40 hectares), absorbe 217.600 hectares, divisés en 11.346 exploitations de la manière suivante :

7.206 exploitations de 10 à 20 hectares.

2.888 — de 20 à 30 —

1.342 — de 30 à 40 —

Enfin la grande culture (de 40 hectares et au-dessus), occupe 176.400 hectares en 1.946 exploitations, dont :

755 exploitations de 40 à 50 hectares.

960 — de 50 à 100 —

182 — de 100 à 200 —

28 — de 200 à 300 —

21 — de 300 et au-dessus.

Il ne s'agit ici que de cultures ; mais dans la Creuse il y a harmonie, relation parfaite entre la culture et la propriété. Nous ne sommes pas comme dans le département du Nord, où un même fermier cultive souvent des terres englobant les propriétés de plusieurs propriétaires différents. La division des cultures nous éclaire donc ici en même temps sur la division de la propriété.

Or il appert de ce tableau, que la grande propriété occupe une place notable dans le département de la

Creuse. La Creuse, pays de petite culture, il y a quelques années, tend à restreindre le nombre de ses exploitations en augmentant leur superficie. Sur un total de 65.995 exploitations, la grande exploitation entre pour 2,95 0/0, tandis que dans un département moyen elle n'entre que pour 2,43 0/0. Ceci est du reste un fait commun à tous les départements du sud de la Loire et en général à toute la France. La progression des cotes foncières s'est aussi singulièrement ralentie depuis 1871 et surtout depuis 1881 et M. Leroy-Beaulieu avait pleinement raison quand il écrivait, il y a quelques années, dans l'*Economiste Français* : « Sous la Restauration tout le monde gémissait du développement de la petite propriété et de ce qu'on nommait « la pulvérisation du sol ». Or voici qu'aujourd'hui, dans beaucoup de départements du moins, la grande propriété renaît, se reconstitue, regagne du terrain, aux dépens de la petite » (1).

Dans notre région, cette évolution s'est affermie sous l'influence de causes secondaires locales dans lesquelles il faut assigner une très large place à l'émigration des bras et à l'immigration des capitaux. La crise aidant, on a profité de l'abaissement de valeur vénale pour réunir en une seule main des étendues considérables, et la grande propriété a suivi un mouvement graduellement ascendant. Rationnellement ne devait-il pas en être

(1) *Economiste Français*, 20 août 1892.

ainsi ? Si l'émigration augmente toujours, le nombre de ses gros bénéficiaires doit bien vraisemblablement augmenter, et, étant données les préférences des émigrants, les gros placements en terre doivent donc s'accroître.

De son côté, la moyenne propriété semble avancer toujours et grandir d'importance dans le département. Progression qui paraît coïncider assez à propos avec le mouvement migratoire. C'est la classe la moins fortunée qui fournit à ce mouvement son contingent le plus touffu, — celle qui possède peu de terres et veut les étendre, celle qui vise surtout à s'arrondir. On émigre donc jusqu'à ce que, les années s'ajoutant aux années et les économies aux économies, on ait atteint la somme qui réalisera cet agrandissement du patrimoine. C'est alors qu'on se fixe au pays, et c'est le moment précis où la petite propriété devient une moyenne propriété.

Donc d'une manière générale on peut dire : l'émigration tend à diminuer le nombre des exploitations et à augmenter leur superficie. A première vue, ceci pourrait peut-être sembler contestable. Car il est certain que l'émigration est l'âme des affaires du pays, et nous ne demanderons pas aux notaires de la région s'ils la tiennent pour néfaste à la prospérité de leurs études. L'hiver qui ramène le maçon est aussi par excellence l'époque des mutations, et l'on voit des propriétés acquises devant le tribunal ou mises en vente à l'amiable se subdiviser et former plusieurs lots qui trouvent de suite des

amateurs. Mais ces lambeaux de propriété, — s'ils forment parfois le noyau de nouvelles petites cultures que l'émigration en tout cas travaillera bientôt à agrandir, — le plus souvent aussi se juxtaposent à d'autres propriétés déjà constituées dont ils viennent renforcer l'importance. Cette dislocation d'un seul bien aide fréquemment à la dilatation de plusieurs autres. Car l'émigration tend surtout à accroître le groupe des moyennes propriétés, sans cesser non plus de favoriser la constitution des grandes.

Est-ce là une situation avantageuse dont il faille se louer ? Nous nous éloignons, c'est vrai, de la petite propriété, si utile au point de vue agricole et au point de vue social comme apaisement des haines et des jalousies. Mais le mal n'est pas encore trop inquiétant. Car la concentration du sol entre les mains des grands propriétaires, n'est pas encore telle qu'elle puisse présenter des dangers au point de vue économique ou social et faire sortir la grande propriété de son rôle de direction sur la masse des petits cultivateurs et d'initiative dans les perfectionnements agricoles. Et c'est plutôt la moyenne propriété qui domine avec tendance toujours à progresser, — la moyenne propriété qu'on ne distingue souvent pas de la petite propriété, dont elle présente toute la somme des avantages.

Le mal causé par l'émigration n'est donc pas, à proprement parler, dans la répartition de fortune territo-

riale qu'elle favorise, mais plutôt dans l'annihilation même des avantages que pourrait offrir normalement cette répartition. — La moyenne propriété n'est fructueuse en effet qu'autant qu'elle est liée au faire-valoir ; or l'émigration, nous l'avons vu, pousse à l'amodiation. Et quant aux grands propriétaires, nés de l'émigration, quelle impulsion peuvent-ils donner à l'agriculture après une vie écoulée presque en entier dans les usines ou sur les chantiers, loin de toute expérience et de toute préoccupation agricoles ?

Malgré cette orientation vers l'accroissement de superficie des exploitations, la propriété reste encore très morcelée dans la Creuse. Nous ne saurions mieux en témoigner qu'en citant les lignes si vraies que consacre à ce sujet M. Henry Clément dans son intéressante étude sur l'émigration creusoise, qu'a publiée la *Réforme Sociale* : « Il y a des parties de la Haute-Marche où l'on ne trouverait pas une propriété d'un seul tenant. Les terrains sont disséminés et enchevêtrés de la façon la plus désastreuse, et cette extrême division est cause que le travail agricole devient bien moins rémunérateur, parce qu'il est plus difficile.

« On me permettra de citer un exemple qui va nous montrer les obstacles que rencontre, dans notre région, les améliorations à la culture. Voici, puisé à une source officielle, l'état de la propriété dans la commune de Gentieux :

Au-dessous de 1 hectare, il y a 100 propriétés dont la surface totale est de :					h. a. c.
—	1 à 2	—	36	—	36 64 77
—	2 à 3	—	22	—	53 09 89
—	3 à 4	—	20	—	53 13 30
—	4 à 5	—	23	—	67 57 40
—	5 à 7	—	19	—	103 36 74
—	7 à 10	—	28	—	115 93 38
—	10 à 20	—	48	—	237 77 62
—	20 à 30	—	29	—	544 31 16
—	30 à 40	—	12	—	717 81 41
—	40 à 50	—	7	—	461 07 80
—	50 à 60	—	8	—	305 10 62
—	60 à 200	—	10	—	442 82 30
Au-dessus de	200	—	3	—	1.381 08 56
Total :					5.423 24 36

« Dans cette même commune de Gentioux, il y a seulement cinq domaines sur 365 qui soient agglomérés.

« Il semble qu'on prenne plaisir à morceler la terre, même quand on pourrait l'éviter. Autrefois, notre région avait beaucoup de terrains communaux ou plutôt de biens appartenant aux sections qui servaient à la pâture en commun du bétail appartenant aux sectionnaires. On les a presque partout partagés depuis quelques années et on a fait, dans certaines communes, les lots de telle manière qu'ils ne sont pour ainsi dire, plus bons à rien aujourd'hui. Au lieu de faire dans chaque section autant de lots que d'ayants droit, on a, pour ne mécontenter personne, fait un lot pour chacun dans chaque parcelle de communaux à partager, de sorte que la plupart de ces lots sont de simples bandes de terrain ayant quelques mètres de largeur, ce qui rend impossible la

culture en créant des enclaves et supprime l'élevage en grand des moutons, qui était autrefois, une source importante de produits pour les propriétaires de la partie méridionale de l'arrondissement d'Aubusson.

« Dans tout le département de la Creuse, la proportion est sensiblement la même que celle que nous venons de signaler pour la commune de Gentioux, car plus de 70.000 propriétaires se partagent une superficie de 558.300 hectares.

« La principale cause de ce morcellement infini, c'est le régime du partage forcé, qui devient ainsi, d'une façon indirecte, un des agents les plus actifs de l'émigration (1). »

Le morcellement de la propriété en France dérive en effet en grande partie de l'application de nos lois de succession et particulièrement des articles 826 et 832 du Code civil qui régissent les partages judiciaires, aggravés encore dans la pratique par ce fait que les tribunaux déclarent rarement la licitation nécessaire. Ces dispositions s'expliquaient, à l'époque où elles ont été promulguées, par l'importance que présentait alors la fortune immobilière. Aujourd'hui elles n'auraient plus la même raison d'être ; mais leur abrogation trouve un sérieux et persistant obstacle dans nos mœurs qui nous ont habitués à considérer le partage égal comme seul possible. Nous n'avons pas sur ces matières la même religion

(1) Henry Clément, *Etudes marchaises. L'émigration* (Extrait de la *Réforme Sociale*), 1886.

de la volonté humaine que les Romains, qui mettaient au-dessus de tout les désirs du testateur, et le régime actuellement en honneur dans les pays anglo-saxons ne nous a pas encore paru d'un exemple suffisamment décisif. On se heurte donc à des résistances dès qu'on entame ces questions et l'on n'a pu aboutir jusqu'ici à ébranler le Code civil, malgré une campagne vigoureusement menée par Le Play et son école en faveur de la liberté testamentaire, dont les nombreux partisans n'ont pas encore désarmé.

Quoi qu'il en soit, la dispersion, l'éparpillement des parcelles constituant une même propriété n'offre que des inconvénients : augmentation des frais de culture, difficulté de clôture, pertes de temps, obstacles aux améliorations, inutilité de certains terrains, discussions, procès entre voisins, dégoût de la terre. Aussi, sans modifier le Code civil, les pouvoirs publics se sont-ils préoccupés d'apporter quelques remèdes. La loi du 3 novembre 1884 sur les échanges de parcelles contigues, se propose certainement d'encourager la reconstitution des propriétés compactes, par une réduction des droits d'enregistrement et de transcription.

Dans la Creuse, l'émigration vient aider à ce mouvement et il faut ici la louer sans réserve ; car elle contribue dans une assez large mesure à arrêter, ou au moins à atténuer, ce que Le Play appelait d'une expression énergique *la réduction de la propriété en poussière*.

Le partage d'ascendant, surtout usité à la campagne,

est en grand honneur auprès des populations marchaises. Pour qui connaît l'attachement du paysan à sa terre, cet usage n'offre rien de surprenant. Le rêve de tout paysan n'est-il pas de se créer une propriété bien ronde, libre de toute enclave ? Ce rêve il ne le réalise souvent qu'à force d'économies, qu'au prix de sacrifices et de privations, en rognant même sur ses besoins de chaque jour. Au moins le fruit de si longs travaux et de si persévérants efforts doit-il lui survivre ! Et on comprend que le cultivateur ait une préoccupation constante, celle d'assurer, par tous les moyens légitimes, la longévité de son œuvre. C'est alors qu'interviennent les arrangements de famille, autorisés par la loi, prévenant ce qu'elle comporte ailleurs de trop brutal et donnant satisfaction aux tentatives de bonne et fructueuse culture. « Le partage de la propriété héréditaire, nous écrit un notaire de la région, trouve un ennemi redoutable dans l'acte dénommé *démission de biens ou donation de pré-succession*, très en faveur ici et qui a pour effet de conserver sur une seule tête la propriété des aïeux en son entier, de la transmettre par le même mode de génération en génération à l'aîné de la famille, habituellement avantage de la quotité disponible par contrat de mariage. Et celui-ci solde en argent la part qui serait revenue à chacun des autres enfants dans les successions de leurs auteurs. »

Il y a là une coutume tenace qu'a consacrée une longue tradition ; les cadets ne s'en froissent ordinaire-

ment pas et ils la pratiqueront à leur tour à l'égard de leurs enfants, quand ils se seront eux-mêmes constitué une propriété par leurs labeurs et leurs économies. Mais cette coutume ne se maintient ainsi vivace que grâce à l'émigration qui la favorise puissamment.

L'aîné ou celui des enfants que l'aïeul a avantage, appelé pour cette raison l'aîné quand même il serait le plus jeune, se dirige vers la ville quelquefois même accompagné de son père, et demande à l'émigration de quoi payer ses frères et sœurs qui quittent le foyer paternel pour se marier ailleurs. Grâce à l'argent qu'il rapporte de ses « campagnes » il peut satisfaire à ses engagements, et ainsi s'évite le partage de la propriété au plus grand bénéfice de l'organisation agricole.

CONCLUSION

Nous ne concluons pas en faveur d'une émigration qui désole un département et en exclut, pendant une grande partie de l'année, presque toute la population active, jeune et vigoureuse. Sans toucher au point de vue moral ou hygiénique, en nous plaçant seulement sur le terrain économique ou social, nous trouvons de quoi la condamner dans l'arrêt de la production agricole, dans les obstacles aux progrès, et dans l'oubli des ressources naturelles et des véritables intérêts du département.

Mais nous ne voulons pas pour cela proscrire toute émigration. L'agriculture, comme toutes les industries, a progressé et il est certain que le développement et la diffusion des machines y rendront chaque jour moins impérieuse la nécessité du nombre. L'émigration a donc sa place dans nos sociétés modernes ; sans elle on verrait s'accroître le nombre des désœuvrés, des inutiles et bien des aptitudes ne trouveraient pas à se produire ou à se satisfaire. Et puis ses avantages pécuniaires ajoutent incontestablement au bien-être du pays et rejaillis-

sent quelquefois, nous l'avons vu, en effets bienfaisants sur la propriété foncière. Nous voudrions seulement, qu'elle fût modérée et réduite aux seuls individus que ne réclame point une parfaite et complète organisation agricole.

Il y a donc là un mouvement qu'il ne faut point chercher à empêcher, mais dont il faudrait seulement régler la marche. A qui incombe cette mission à la fois délicate et considérable ? A toutes les forces sociales, peut-on presque dire. — A l'autorité publique de réformer les mœurs, de vulgariser l'enseignement agricole, de relever la vie rurale, d'en multiplier les avantages par les primes et les encouragements aux agriculteurs, par l'augmentation des débouchés et l'organisation des institutions de prévoyance et d'assistance dans les campagnes. — Aux classes éclairées de mieux comprendre leur rôle et leur devoir d'initiative, d'impulsion et de protection. — Enfin aux paysans surtout de ne pas oublier, qu'en restant paysans, ils sont encore les ouvriers de la première de toutes les industries et que « pour les sociétés comme pour les individus, la première question économique est celle des subsistances (1) ».

Terminons par ces paroles de Le Play, dans la *Réforme Sociale*, que beaucoup de nos émigrants devraient avoir toujours présentes à l'esprit : « L'agriculture a été pour les sociétés humaines le principal moyen de

(1) Cauwès, *Economie politique*.

multiplication, d'indépendance et de progrès moral. Plus que toute autre branche d'activité, elle caractérise la vie nationale. Elle est, dans l'ordre matériel et dans le régime du travail, la force qui complète le mieux l'œuvre de la création. Au reste, la prééminence de l'agriculture sur les autres arts a été si souvent proclamée chez les anciens et les modernes, qu'elle peut être érigée en axiome. »

Vu :

Le Président de la thèse,
R. ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — L'émigration dans le département de la Creuse (Aperçu général). — Statistique, caractères, origine, causes . .	1
CHAPITRE II. — L'émigration et la valeur vénale de la propriété territoriale	14
CHAPITRE III. — L'émigration et l'agriculture.	27
SECTION I. — Les théories	27
SECTION II. — L'état de l'agriculture dans le département de la Creuse	32
SECTION III. — L'émigration et le développement de l'agriculture creusoise.	46
CHAPITRE IV. — Les effets de l'émigration sur la division et le morcellement de la propriété	62
CONCLUSION	75

Imp. J. THEVENOT, Saint-Dizier (Hte-Marne).
